

EHPAD « Maisons de famille - La bastide Guirans »

Tableau des mesures administratives définitives

Le rapport rédigé par la mission d'inspection fait état de constats. Ceux-ci sont formulés dans le corps du rapport en « **écarts** » qui traduisent une non-conformité à une référence juridique opposable à l'inspecté et en « **remarques** » qui traduisent des dysfonctionnements porteurs de risques. Les propositions de mesures correctives se déclinent suivant la terminologie suivante :

	Existence d'un risque majeur	Absence de risque majeur
Ecart	Proposition d' injonction en lien avec un dispositif de suites codifié.	Proposition de prescription
Remarque	Proposition d' injonction en lien avec un dispositif de bonnes pratiques adossé aux données acquises de la science.	Proposition de recommandation

Pour rappel : conformément à l'article L313-14 du code de l'action sociale et des familles (CASF) lorsque les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil méconnaissent les dispositions du présent code ou présentent des risques susceptibles d'affecter la prise en charge des personnes accueillies ou accompagnées ou le respect de leurs droits, l'autorité compétente en vertu de l'article L. 313-13 peut enjoindre au gestionnaire d'y remédier, dans un délai qu'elle fixe.

Cette injonction peut inclure des mesures de réorganisation ou relatives à l'admission de nouveaux bénéficiaires et, le cas échéant, des mesures individuelles conservatoires, en application du code du travail ou des accords collectifs.

Nota bene : les délais de mise en œuvre indiqués dans le tableau courent à compter de la réception par l'inspecté, d'un courrier actant la fin de la période contradictoire et le début de la mise en œuvre des décisions.



Injonctions définitives

Injonction	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché	Réponse de l'inspecté	
------------	---------	----------------------	--	-----------------------	--

N/C

Prescriptions définitives

Prescriptions	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	L'organisme gestionnaire doit engager le directeur à suivre une formation pour obtenir la qualification requise par la réglementation en vigueur. L'organisme gestionnaire doit transmettre à l'ARS le justificatif de l'engagement de formation puis le diplôme obtenu.	Ecart n°1	3 mois		Mesure levée

Prescriptions	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
2	Mettre à jour le livret d'accueil en y intégrant le règlement de fonctionnement et la charte des droits et libertés, annexes obligatoires listées dans l'article L311-4 du CASF ainsi que les informations relatives au développement de la bientraitance et au renforcement de la politique de lutte contre la maltraitance de l'instruction ministérielle DGAS/2A no 2007-398 du 6 novembre 2007.	Ecart n°2	1 mois		Mesure maintenue en l'absence de complément d'informations relatives au développement de la bientraitance et au renforcement de la politique de lutte contre la maltraitance de l'instruction ministérielle DGAS/2A no n° 2007-398 du 6 novembre 2007 attendues au sein du livret d'accueil.
3	Revoir la procédure de signalement en y indiquant la nécessité de déclarer sans délai et par tout moyen les EIGS, les dysfonctionnements, les maladies à déclaration obligatoire et les infections nosocomiales.	Ecart n°3	3 mois		Mesure levée

Prescriptions	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
5	Procéder au recrutement d'AS-AMP diplômés et stabiliser l'équipe soignante afin d'assurer une prise en charge de qualité et sécurisée des résidents ou à défaut apporter les éléments permettant à la mission de s'assurer des conditions de collaboration.	Ecart n°5	6 mois		Mesure levée

Recommandations définitives

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	Transmettre le diplôme et/ou l'attestation de formation spécifique d'encadrement de l'IDEC (Diplôme de cadre de santé).	Remarque n°1	A réception du rapport		Mesure levée
2	Transmettre la fiche de déclaration des EI et inclure dans la procédure, et au besoin dans la fiche de déclaration d'un dysfonctionnement, la possibilité de déclarer un événement de façon anonyme.	Remarque n°2	3 mois		Mesure levée

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
3	Transmettre dans le cadre de la procédure contradictoire les éléments de plannings permettant à la mission de s'assurer de la continuité des soins.	Remarque n°3	1mois		Mesure maintenue en l'absence de complément d'informations relatives aux temps de pauses pour les AS de jour.
4	Transmettre la qualification de l'ensemble du personnel, les codes horaires et les services d'affectations des AS-AES-AMP de jour et de nuit pour les plannings réalisés du mois n-1.	Remarque n°3	Dans le cadre de la procédure contradictoire		Mesure levée

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
5	Sécuriser la fonction aide-soignante de jour et veiller à assurer la continuité, la qualité et la sécurité de la prise en charge.	Remarque n°4	6 mois		Mesure maintenue dans l'attente de transmission d'informations relatives à la modification des plannings évoquée.

6	Mettre en place un dispositif d'accueil du nouvel arrivant (procédure et livret) facilitant la prise de poste efficiente des nouveaux agents.	Remarque n°5	3 mois	[REDACTED]	Mesure levée
7	Transmettre les éléments de planning (temps de pause du personnel de nuit et secteurs dédiés) permettant l'analyse du temps de présence de l'équipe soignante, notamment sur l'UVP la nuit.	Remarque n°6	A réception du rapport	[REDACTED]	Mesure levée